

Les vainqueurs vaincus
À propos de l'histoire de la Grèce moderne aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles
Andreas Meyer

L'ignorance de l'histoire — très complexe et caractérisée par des crises — de la Grèce moderne mène actuellement à ce que dans les médias, se précipitent et s'accumulent des stéréotypes anciens et inexacts. Ce qui reste largement incompris, avant tout, c'est la raison pour laquelle les Grecs célèbrèrent triomphalement, comme une victoire nationale, le référendum du 5 juillet 2015, lors duquel 61% des votants votèrent « Ochi » [en grec : οχι : « Non »]. La plupart des gens sont à peine conscients de combien l'histoire grecque des deux derniers siècles fut marquée par une détermination étrangère et une dépendance économique. L'ébauche qui suit souhaite par conséquent contribuer à une compréhension plus profonde.

De tout temps, la Grèce servit d'espace de projection culturelle et de « pays de nostalgie ». Elle passe jusqu'à aujourd'hui pour le « pays de l'Antiquité », « le pays à l'origine de la culture occidentale » et le « berceau de la démocratie »¹. Au commencement de la révolution grecque (1821-1829), alors que la Grèce tentait de se libérer de l'occupation étrangère ottomane qui durait depuis 1453, se développa la vague de solidarité du philhellénisme en Allemagne et dans toute l'Europe et l'on pensait devoir sauver la Grèce antique comme un héritage européen². À l'occasion, les malentendus s'accumulèrent des deux côtés. Les Philhellénistes voulaient venir en aide aux Hellènes, qu'ils considéraient comme les descendants des grandeurs spirituelles de la Grèce antique, pour se débarrasser de l'occupation musulmane étrangère. Au lieu de cela, ils étaient nonobstant en face d'habitants qui vivaient dans la saleté, la misère et une pauvreté accablante et se dénommaient « *Romaioi* » (Romains). La Grèce réelle, contemporaine, ne fut pas comprise mais au contraire plutôt refusée³. Les Grecs développèrent méthodiquement de leur côté une « illusion des ancêtres » et mirent à profit ces projections de l'hellénisme en tant que facteur d'identité. Le néo-helléniste Ulrich Moenning, déclara à ce propos : « Le renvoi à la Grèce antique vint en aide à la sollicitation de l'indépendance étatique en déclenchant une énorme sympathie de la part des Européens du Nord et de l'Ouest ; la possibilité de se référer à une tradition historique très documentée à longue échéance, sur l'arrière plan du nationalisme européen, offrait une éventualité unique, mise à profit jusqu'à l'excès au 19^{ème} siècle, de conférer une identité au nouvel État »⁴. Cela ne changerait rien non plus aux provocations sarcastiques d'un Jacob Philippe Fallmerayer qui déclarait qu'en aucun Hellène moderne ne coulait une goutte de l'antique sang hellène⁵. Au moyen de telles déclarations, non seulement la conscience nationale de soi des Grecs se verrait plutôt renforcée, mais plus encore aussi, leur certitude d'être incompris par l'étranger. On y tenta donc de ressembler de nouveau à l'idéal antique et l'on créa une langue « purifiée » du langage populaire, la « Cathérévousa », laquelle ne fut remplacée qu'en 1976 par la « Démotique » (langue nationale) en tant que langue officielle du pays.

La problématique de la découverte de l'identité grecque dépendait par ailleurs de la question de savoir si la Grèce appartenait à l'Europe ou pas. Jusqu'à son entrée dans l'UE, en 1981, qui confirma en pratique l'identité européenne, on disait en Grèce, lors d'un voyage vers l'Allemagne, qu'on se rendait « en Europe ». La scission au sujet de cette question à l'intérieur même de la population grecque s'exprimait clairement dans les divers slogans des plus grands partis de l'époque. Le président de l'État, Constantin Karamanlis en exercice, en fonction depuis 1980, déclarait alors, : « La Grèce fait

¹ Contance Güthenke : *Amour grec, philhellénisme et intimité culturelle*, dans : *Grécomanie. Le philhellénisme européen*, édité par Gilbert Heß, Elena Agazzi et Elizabeth Décultot, Berlin- New York 2009, pp.219 et suiv.

² Thierry Hentsch : *L'Orient imaginaire. La vision politique occidentale de l'Est méditerranéen*, Paris 1988. p.26.

³ Hans Eudeneier : *Enthousiasme pour la Grèce en Allemagne et en Europe*, dans : *Pierre milliaires des relations gréco-allemandes*, édité par Wolfgang Schultheiss et Avangelos Chrysos, Athènes 2010, p.24.

⁴ Ulrich Moenning : *Livres imprimés pour le marché grec (16^{ème} - 18^{ème} siècles). Transfert de savoir entre innovation et conservatisme*, dans : Johann Anselm Steiger, Sandra Richter et Mare Föscking (éditeurs) : *Chloé, annexe à Daphnis*, Amsterdam-New York 2010, p.181.

⁵ Voir Eudeneier, à l'endroit cité précédemment, p.26.

partie de l'Occident », ce qui voulait dire, chez son opposant politique, Andhréas Papandhréou : « La Grèce appartient aux Grecs »⁶.

L'échec de la « grande idée »

Même les frontières territoriales du domaine actuel de l'État grec ne prirent finalement forme qu'au 20^{ème} siècle. La nouvelle Grèce consistait originellement, après la libération du « joug ottoman », purement et simplement dans le Péloponnèse et l'Attique, avec quelques régions limitrophes. Les Îles ioniennes — lesquelles, en tant que « République des sept îles » se trouvaient, depuis 1815, sous le « protectorat de la couronne de Grande Bretagne — furent offertes, par la reine Victoria en 1864, au roi George I^{er}, le second roi grec, lors de son accession au trône. L'archipel du Dodécanèse [Sporades du Sud, *ndt*] de la mer Égée n'appartint même à la Grèce qu'à partir de 1947 [conquis par les Italiens sur les Turcs en 1912, puis attribué à la Grèce par le Traité de Paris, *ndt*]. La « *megali idea* » (grande idée), ayant surgi déjà sous le règne du premier roi grec, Otton I^{er}, laquelle était censée réunir en un vaste État national, à la suite de toutes les possessions grecques d'Anatolie et des Balkans, prit une forme concrète avec la politique irrédentiste de Elefthérios Vénizelos (par le nom duquel l'aéroport d'Athènes fut baptisé par la suite), qui devint président du conseil en 1910. Lorsque les Balkans se désagrégèrent et que l'empire ottoman étant affaibli par la guerre, débuta l'annexion des régions largement peuplées de Grecs en Anatolie occidentale et en Thrace [conquête par les Bulgares en 1912-1913, l'Anatolie fut partagée (1919-1923) entre la Turquie (23 764 km², formant la Turquie d'Europe), et la Grèce (8 578 km². *ndt*)]. De la première guerre des Balkans (1912) jusqu'en 1922, l'État grec agrandit son territoire d'un bon 70 % . On rêvait même déjà à l'époque de reconquérir Constantinople (aujourd'hui Istanbul) dans l'espoir qu'elle redevînt la capitale qu'elle fut jusqu'à la fin de l'empire byzantin (1453).

Pourtant cette idée sombra en septembre 1922, dans les cendres de Smyrne, l'actuelle Izmir, au moment où elle fut conquise par Mustapha Kemal Atatürk à la tête de ses troupes⁷. Dans les premiers jours qui suivirent la conquête, 40 000 habitants chrétiens furent massacrés et les quartiers arméniens et grecs de la ville furent détruits par un immense incendie qui dura plusieurs jours⁸. S'ensuivit en 1923, un échange de populations entre la Grèce et la Turquie, qui mena presque à la pleine élimination de la présence ethnique des Grecs et des Turcs dans chacun de l'autre pays [ce qu'on appelle « pudiquement » la « purification ethnique » presque totale dans un langage actuelle, qui ne soit pas « de bois ». *ndt*]. Un million cent mille Grecs ottomans furent déplacés ainsi vers la Grèce et trois cent quatre-vingt mille Musulmans turcs en Turquie⁹. L'appartenance religieuse fut fixée (orthodoxe = grecque, musulmane = turque, en tant que critère prépondérant d'appartenance ethnique. Mais souvent les Musulmans ne pouvaient pas prononcer un seul mot de grec ni les Grecs un seul mot de turc. Alors que la population de la Grèce en 1921 se montait encore à environ 5 millions d'habitants, elle s'éleva à plus de 6 millions avec les réfugiés originaires de l'Asie mineure. Avec l'afflux des Grecs d'Anatolie et du Pont-Euxin, le quota de réfugiés grecs s'éleva à quelque 25%, de la population totale : un Grec sur quatre était un réfugié. La défaite contre les Turcs fut désignée jusqu'à aujourd'hui comme la « catastrophe d'Asie mineure ». Dans la perception turque, il s'agit d'une victoire dans la guerre de libération turque.

La cause avec l'hellénisme

Que signifie donc le concept de « Grèce » et qu'en est-il du concept « d'hellénisme » ? Lorsque Goethe admirait l'hellénisme et le plaçait à la même hauteur surtout que l'idéal humain correspondant, il avait

⁶ Richard Clogg : *Histoire de la Grèce aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles — une esquisse*. Traduit de l'anglais par Karin E. Seifert, Cologne 1997, p.218.

⁷ Christoph K. Neumann / Michael Neumann-Adrian : *la Turquie. Un pays et ses 9 000 ans d'histoire*. Munich 1993, pp.299 et suiv.

⁸ Speros Vryonis : *Greek Labor Battalions Asia Mino [Travail des bataillons grecs en Asie Mineure]*, dans Richard Hovannisian : *Le génocide arménien. Héritages culturel et ethnique*. New Jersey, 2007.

⁹ Clogg, à l'endroit cité précédemment, p.130.

toujours en tête, lui, son image de la Grèce antique. La Grèce moderne est par contre difficile à comprendre, pour quelqu'un qui lui est extérieur et au plus tôt éprouvable, par une nuit accompagnée de musique grecque en *live*. Elle a donc à faire avec la langue grecque, la tradition des chants populaires et l'orthodoxie. Comme le dit un jour l'ancien président du conseil George Papandhréou : « Dorénavant il y aura aussi des Grecs d'origine hindoue, albanaise et ukrainienne. L'hellénisme, c'est notre vision sur le monde, notre théorie cosmique, ce sont nos valeurs, démocratie, égalité et humanisme.¹⁰ »

L'hymne à la liberté, qui a surgi en 1923 sous l'inspiration de Dionysios Salomos et qui, dans la mise en musique de Nikolaos Mantzaros, devint en 1865 l'hymne national, a contribué considérablement à la découverte identitaire de la jeune nation grecque et thématise des motifs fondamentaux de l'hellénisme¹¹. La déesse *Elefthéria* (la liberté) y apparaît sous une forme poétique, identique à la Grèce et exhorte les Grecs à l'unité en les mettant en garde contre la discorde. À partir de la conquête de Constantinople par les Ottomans, la Grèce se retrouva en pratique coupée des grands mouvements historiques de l'Europe occidentale — comme la Renaissance, les Lumières et la Révolution française. Iakovos Polyas écrivit, devant cet arrière-plan, au sujet de l'action de cet hymne sur la liberté : « S'il est donc vrai que le pur hellénisme se fonde sur la langue vivante, sur la beauté sérieuse de la forme et la claire profondeur du *Logos*, alors cette composition apparut comme le premier fruit authentique de l'imagination grecque après vingt siècles de déclin »¹².

Salomos, que Goethe, après la lecture de son œuvre *Les livres assiégés*, caractérisa comme le « Byron de l'Orient »¹³, prit une participation existentielle à la révolution de 1821 et en fut profondément bouleversé¹⁴. *Les livres assiégés* se réfère au mythe national, selon lequel les Grecs de Missolonghi furent assiégés sans espoir, en 1826, par les troupes turques et décidèrent de se faire sauter finalement eux-mêmes avec leurs réserves de munition, pour ne pas tomber en captivité. Dans *L'hymne à la liberté* est aussi mentionné le cri de guerre pendant la guerre de libération : « la liberté ou la mort » et dans son *Dialogue* de 1824, Salomos disait : « Ai-je autre chose à l'esprit que la liberté et la langue ? »¹⁵. Avec une sage prévoyance, il expliquait à cette époque, qu'étant donné que l'on désirait qu'arrivât manifestement un « roi étranger, « la Grèce n'avait plus que trois possibilités : le combat pour sa propre liberté, la dépendance des souverains européens ou la destinée d'une province turque — une guerre civile conduirait à l'un de ces résultats dernièrement désignés »¹⁶. Il n'est donc pas étonnant, par conséquent, que Salomos devint membre et adepte de la société secrète, fondée en 1814 dans la ville russe d'Odessa, *Filiki Eteria* (Société des amis), qui voulait obtenir la libération de l'occupation ottomane et l'institution d'une république grecque moderne.¹⁷

Les rois étrangers

Les presque 400 ans que dura la domination étrangère laissèrent chez les Grecs de profondes traces et un peuple divisé. Beaucoup s'étaient arrangés avec les souverains ottomans et s'étaient procuré de ce fait bien des avantages. D'autres restèrent plutôt en résistance — un motif qui traverse toute l'histoire grecque. Dans les guerres de libération se révéla ce contre quoi Dionysios Salomos avait mis en garde : à savoir des soulèvements qui furent souvent irrésolus et contestés. Mais ils reçurent le soutien proéminent de Lord Byron. Dont la mort « en héros », en 1824 à Missolonghi, au combat de la liberté,

¹⁰ Eudeneier, à l'endroit cité précédemment, p.21.

¹¹ Voir Andreas Meyer : *Dionysios Salomos — le poète national grec. Sa vie et son œuvre*. Berlin 2012, p.24.

¹² Cité d'après Hans Peter Drögemüller : *La liberté des Grecs et ses chantres : à l'occasion du 200^{ème} anniversaire du poète Dionysios Salomos (1798-1857)*, Cologne, 1999, p.12.

¹³ Dionysios Salomos : *Œuvres*, traduit et commenté par Hans-Christian Günther, Stuttgart 2000, p.163.

¹⁴ Voir Linos Politis : *Histoire de la nouvelle littérature grecque*, Cologne 1894, p.66.

¹⁵ Cité *ebenda*, p.121.

¹⁶ Drögemüller, à l'endroit cité précédemment, p.153.

¹⁷ Voir *ebenda*, p.32.

contre les Turcs en compagnie des Grecs qu'il aimait tant (quand bien même il mourut, non pas au combat mais de la malaria), contribua d'une part à la formation de la légende autour de sa personne et marqua, d'autre part, un virage décisif dans l'histoire du philhellénisme¹⁸. La bataille navale de Navarin, le 20 octobre 1827, qui s'acheva par la destruction complète de la flotte turco-égyptienne par la triple alliance (Angleterre, France, Russie), ne fut pas seulement l'ultime grande bataille navale de l'époque des bateaux à voiles, mais plus encore avant tout la percée décisive avec laquelle l'État grec acquit son indépendance de la domination étrangère ottomane¹⁹.

Dès avril 1827, le comte Jean Capodistria avait été élu par l'Assemblée nationale à Trizina pour sept ans comme premier gouverneur de la Grèce. Sa tentative de gouverner un pays appauvri et dévasté avec ses clans en rivalités, le mit rapidement en conflit avec ces forces traditionnelles. Après avoir fait arrêter le chef d'un clan en insurrection aux mains de Petros Mavromichailis, il fut assassiné par le frère de celui-ci le 9 octobre 1831 à Nauplie sur le chemin de l'église [en fait : « les conspirations qui se tramaient contre lui, favorisées par la France et surtout par l'Angleterre, qui se méfiaient de la politique de Capodistria, considérée comme trop favorable à la Russie, aboutirent à son assassinat, [*Universalis* 10 p.896, colonne « b » *ndt*]. Les conflits de pouvoir ainsi déclenchés menèrent à ce que les puissances signataires de l'indépendance de l'État grec — les alliés de l'époque, Angleterre, France et Russie — intervinrent. Comme condition du maintien de l'État grec dans son indépendance, celui-ci dut accepter une monarchie héréditaire. Conformément au protocole de Londres du 7 mai 1832, le prince bavarois Otton von Wittelsbach (le fils de Louis I^{er} de Bavière) fut désigné roi de Grèce. En février 1833, Otton entra dans la capitale d'alors Nauplie. Étant donné qu'à son entrée en règne, il n'était pas encore majeur, il reçut d'abord, à ses côtés, un conseil de gouvernement bavarois de trois membres qui créa les bases administratives de l'État grec moderne, sans connaître ni le pays ni ses gens. La législation grecque s'orienta alors sur le modèle de la législation germanique et même le décret bavarois régissant la pureté de la bière eut alors cours en Grèce.

Ce n'est qu'à partir de 1834 qu'Athènes devint capitale et ville de résidence où Otton, lors de son 20^{ème} anniversaire, le 1^{er} juin 1835, prit la responsabilité personnelle du gouvernement et monta sur le trône de l'État grec « par les grâces de Dieu ». Fidèle à la compréhension de soi qu'il en retirait, il refusa strictement la requête de ses sujets à l'égard de sa collaboration à la rédaction d'une Constitution. Les véritables vainqueurs de la guerre de libération se retrouvèrent ainsi des sujets soumis et vaincus. Ce n'est qu'après un coup d'État de l'armée [3 septembre 1843, *ndt*] et un soulèvement populaire qu'il dut accepter la rédaction d'une Constitution, qui fut décrétée en 1844. Tandis qu'en 1862, Otton et son épouse Amalie se trouvaient en voyage dans le Péloponnèse, un deuxième grand soulèvement se produisit à Athènes. Alors qu'il rentrait aussitôt vers Athènes, il dut être évacué sur un bateau anglais et partir en exil en Allemagne [C'est la bourgeoisie qui, attachée à l'Angleterre depuis la création de l'État grec et se défiant des velléités de mouvements populaires, prit la direction politique du mouvement contre Otton et, une fois encore, par une révolte armée, destitua le roi (1862).*ndt*]

Avec l'accord des grandes puissances, le 30 mars 1863, le prince George I^{er}, de la maison de Schleswig-Holstein : Guillaume Georges Glyksbourg de Danemark fut élu roi des Hellènes (octobre 1863) [Assurant ainsi à l'Angleterre sa prépondérance dans le royaume, car le rôle assigné à la nouvelle dynastie, en effet, était de préserver la Grèce de toute « extravagance » politique intérieure et extérieure et d'harmoniser la politique extérieure du royaume avec la politique de la Grande-Bretagne en Europe orientale et en Méditerranée. (*Universalis* 10, p.899, colonne « c »).*ndt*] Après tout juste un demi-siècle de règne, celui-ci sera assassiné par une personne atteinte de troubles de l'esprit lors d'un attentat le 18 mars 1913 à Thessalonique. Son fils aîné lui succéda sur le trône en tant que Constantin I^{er}. L'opinion publique grecque y réagit avec enthousiasme, car c'était le premier roi étant né en Grèce sous la monarchie, qui avait été baptisé comme tel en grec orthodoxe et élevé dans la langue grecque. Il avait effectué sa formation militaire à Berlin auprès du régiment du

¹⁸ Voir Hartmut Mükkler : *Byron*, Reinbek près de Hambourg, 1981, p.118 & Andreas Meyer : *L'image de la Grèce moderne dans les œuvres de Théophile Gautier et Gérard de Nerval*, Berlin 2015, pp.12 et suiv.

¹⁹ Oliver Warner : *Great Sea Battles [Grandes batailles navales]*, Londres 1968, p.215.

corps de garde et étudié dans les universités de Berlin, Heidelberg et Leipzig. Constantin I^{er} obtint en outre des succès militaires significatifs, en tant que général en chef de l'armée grecque, avec la prise de Thessalonique (octobre 1912) et Ioannina (mars 1913) sur les Turcs, ce qui lui procura une grande popularité auprès de la population.

La fin de la monarchie

Avec le pareillement très aimé Eleuthérios Venizélos, il travailla en étroite collaboration au début. La participation à la première Guerre mondiale mena un conflit fondamental sans exemple entre eux. Venizélos se sentait fortement attiré par la Grande-Bretagne et la France et voulait mettre les troupes grecques aux côtés de l'Entente. Constantin I^{er} avait plus de confiance dans le maréchal d'honneur de l'armée allemande et époux de la sœur de Guillaume II, et dans les Puissances centrales (Allemagne, Autriche-Hongrie), mais se prononçait cependant pour la neutralité. Le conflit mena à un « schisme national »²⁰, lequel marqua le pays pendant des décennies. Après que Venizélos eut été par deux fois démis de ses fonctions et était revenu sur la scène politique suite à une révolte à Thessalonique, il forma en Grèce du Nord un contre-gouvernement reconnu par l'Entente et déclara la guerre aux Puissances centrales. À partir de 1915, Venizélos contrôla le Nord de la Grèce, la Crète et les îles orientales de la mer Égée, alors que le reste du pays se trouvait derrière Constantin I^{er}. Sous la pression des puissances de l'Entente, Constantin I^{er} dut abdiquer le 11 juin 1917. Son second fils Alexandre devint roi entre temps — de 1917 à 1920 —, mais mourut ensuite subitement d'un empoisonnement du sang à la suite d'une morsure de singe. Après un échec électoral de Venizélos en novembre 1920 et un référendum qui dégagna une majorité ramenant celui-ci au pouvoir, Constantin I^{er} revint en Grèce pour redevenir roi une seconde fois, le 19 décembre 1920. La France et l'Angleterre, qui avaient auparavant menacé la Grèce, qui se trouvait en conflit avec la Turquie, de ne plus la soutenir financièrement au cas où l'on dut aller rechercher Constantin I^{er}, suspendirent une fois encore les crédits promis. Au moment où la situation politique et financière de la Grèce empirait à la suite de cela et qu'en août 1922 l'armée grecque dut se retirer d'Asie mineure, la destitution de Constantin fut une fois encore provoquée par un putsch exécuté par l'officier venizélosien Nikolaos Plastiras. Ses fils George II et Paul I^{er} lui succédèrent. Son petit-fils Constantin II dut quant à lui s'exiler sans abdiquer en 1967 — à la suite d'une tentative malheureuse de soutenir la dictature, ce après quoi la junte militaire supprima la monarchie le 1^{er} juin 1973. Après la fin de la dictateur militaire de 1967 à 1973, le nouveau gouvernement démocratique, sous Constantin Karamanlis, organisa le 8 décembre 1974 un référendum sur la monarchie, à l'occasion duquel le non triompha à 70%, une majorité nette se prononçait à l'encontre de celle-ci.

Le « jour du non »

La division et la désunion des Grecs se révèlent aussi nettement dans le système des partis. D'une part, il n'y eut jusque dans les années 70 du 20^{ème} siècle que des groupements déliés, fluides qui étaient à caractériser au moyen de la chasse aux postes, le clientélisme et la poursuite d'intérêts personnels et se contestaient très profondément les uns les autres²¹. Un gouvernement stable était ainsi à peine possible. Après qu'émergea, lors des élections parlementaires de 1936, un situation de pat — les Venizélistes et anti-Venizélistes ayant obtenu le même nombre de voix et que les Communistes, en tant que troisième parti, devinrent « l'aiguille de la balance » — on nomma le général Jean Métaxas chef du gouvernement et ministre des affaires extérieures. Le gouvernement Métaxas fut alors doté de larges pouvoirs, ce par quoi la voie fut nivelée vers un régime autoritaire et anti-démocratique. Métaxas suspendit, par le coup d'État du 4 août 1936, le Parlement et la Constitution. Son « régime du 4 août », comme il fut appelé dès lors, dura jusqu'en 1941, sans se heurter à une grande résistance. Les quelques

²⁰ Clogg, à l'endroit cité précédemment, pp.100 et suiv.

²¹ Voir *ebenda*, pp.179 et suiv.

résistants — auxquels appartenait aussi Mikis Theodorakis qui fêta en cette année 2015, en juillet, son 90^{ème} anniversaire — furent incarcérés et torturés²². Dans un écho évident avec le « 3^{ème} Reich » d'Hitler, le « nouvel État » était sensé fonder une « troisième culture » — après la première dans l'Antiquité et la seconde dans Byzance²³. Sa conviction de la suprématie du Grec et sa compréhension de la liberté, Métaxas la formula ainsi en 1939 : « Nous devons subordonner nos convoitises, nos passions et notre relation présomptueuse à l'ego à la totalité des intérêts nationaux... ensuite nous serons un vrai peuple libre. En cas contraire l'anarchie et l'absence de discipline domineront sous le faux manteau de la liberté »²⁴.

Lors du rejet de l'ultimatum de Bénito Mussolini, que l'ambassadeur italien transmit le 28 octobre 1940 à Métaxas, par lequel l'Italie demandait le passage immédiat de ses troupes, celui-ci ne répondit que par un seul et unique mot « *Ochi !* [Non !] ». Les troupes italiennes pénètrent aussitôt d'Albanie en Grèce et furent aussitôt stoppées après une brève marche et même rejetées profondément en Albanie, au moyen d'une contre-offensive grecque. Dans cette importante situation historique, les Grecs se soudèrent héroïquement ensemble. Après un appel de Métaxas : « Grecs, combattez maintenant pour votre patrie, pour vos femmes, pour vos enfants et pour les traditions sacrées. Maintenant, avant toute chose, combattez ! », à cette ultime phrase tirée du drame *des Perses* d'Eschyle, répondirent des milliers de combattants volontaires de toutes les régions du pays dans les bureaux de recrutement. Depuis ce « jour de l'*Ochi* » (le Jour du « Non ») est le deuxième jour de fête nationale en importance, à côté du 25 mars, lors duquel est célébré aussi bien l'annonciation faite à Marie que le commencement de la révolution de 1821 comme jour de l'indépendance grecque et de la démocratie.

La division du peuple

En avril 1941, la *Wehrmacht* envahit la Grèce et força l'armée grecque à capituler [composées d'officiers de formation et de sympathie fasciste, elle n'eut aucun mal à « capituler » rapidement alors *ndt*]. Fidèle à une tradition remontant à l'occupation ottomane, une grande partie de la société civile grecque entra en résistance. L'Allemagne d'Hitler réagit par des « mesures punitives » : à Kalávrita, Komméno, Klissúra, Dístomo, et en d'autres lieux, des pendaisons de masse eurent lieu, lors desquelles femmes et enfant furent aussi massacrés²⁵.

La polarisation intérieure grecque qui mena par la suite à la guerre civile (1946-49), est essentiellement à ramener à la « propagande allemande de scission [*Spaltpropaganda*] » menée au temps de l'occupation. Certes, il existait déjà des oppositions entre l'E.L.A.S, [armée populaire grecque de libération] de gauche et communiste, et l'armée grecque démocratique nationale (E.D.E.S.), en partie républicaine et en partie monarchiste, mais ce n'est que par l'instauration d'associations de collaboration armée au moyen de la *Wehrmacht* [la même chose s'était produite à l'Ouest de l'Ukraine, à partir de l'avancée de l'opération Barberousse, entre nazis et ukrainiens sympathisants-nazis qui formèrent les *Kommandos* d'extermination de la population juive ce qu'on a appelé la shoah par balles (plus d'un million de victimes). *ndt*] laquelle amena à la fin de 1943 à répandre intérieurement le sang grec. Ces soi-disant « bataillons de sécurité » exécutèrent des « bandes de suspects » et des otages, et l'on remarqua alors, avec soulagement du côté allemand, que la haine se dirigeait sur ceux-ci et que finalement la partie anti-communiste de la population grecque était poussée à une hostilité ouverte à l'égard de la partie communiste. Dans le combat contre l'ELAS, l'EDES collabora avec la *Wehrmacht* à partir de 1943.

La guerre civile se reflétait finalement entre ce qu'on appelait le *Front populaire de gauche* et l'*armée grecque démocratique nationale* (EDES) d'une part et d'autre part entre le gouvernement conservateur grec et son *armée grecque*. À l'aide d'appui militaire massif — par la Grande-Bretagne jusqu'à 1947 et

²² Voir Andreas Meyer : *Réalité et vision*, dans : *a tempo* n°7/2015, p.35.

²³ Voir Susanne-Sophia Spiliotis : *Trans-territorialité et démarcation nationale*, Berlin 1998, p.155.

²⁴ Clogg, à l'endroit cité précédemment, p.149.

²⁵ Voir Hagen Fleischer. *À l'ombre du Crucifix des puissances. La Grèce 1941-1944 (occupation – collaboration – résistance)*, Francfort-Bern-New York 1986.

ensuite par les USA à partir de mars 1947, dans le cadre de la doctrine Truman [qui déclara, le 12 mars 1947 : « aider la Grèce à sauvegarder son régime démocratique » (sic !), *ndt*] — le « danger rouge » fut finalement vaincu sous la forme des résistants combattants de gauche. Le côté gouvernemental mena un combat contre les partisans communistes avec la plus extrême dureté et aussi à l'encontre de la population civile. Ce n'est pourtant qu'à partir de la restauration de la souveraineté de l'espace aérien sur le Péloponnèse, que les USA, au moyen de bombardements au napalm et autres moyens chimiques, parvinrent à venir à bout des derniers partisans communistes. La plupart décrochèrent par l'Albanie, vers Moscou. Dix mille Grecs, jugés de gauche, furent internés, déjà pendant la guerre civile, dans des camps de ré-éducation ou bien s'enfuirent en exil. Les partisans communistes, qui avaient eu à endurer la charge principale de lutter contre le régime d'occupation de la *Wehrmacht* allemande, furent donc refoulés de leur propre pays. De nouveau, les vrais vainqueurs furent vaincus. Les années 40 appartiennent ainsi au chapitre le plus ténébreux de l'histoire grecque. La guérison des blessures imposées par la guerre civile ne commença que très lentement, seulement après la fin de la dictature militaire en 1974 et elle n'est toujours pas achevée aujourd'hui. En 1952 le territoire national grec — seul et unique État des Balkans qui soit resté non-communiste — est intégré dans l'OTAN en tant que le plus important poste avancé extérieur géostratégique.

À la suite de la politique de division décrite, qui avait été entamée par l'Allemagne nazie pendant la seconde Guerre mondiale et poursuivie ensuite par les USA et la Grande-Bretagne [une résultante évidente donc de la politique aveugle nettement à la fois *anglo-* et *-saxonne*, *ndt*], il en résulta une situation extrêmement instable à la fin de la guerre civile. Dans le cours du règne relativement bref de Paul I^{er} (1947-1964), les présidents du conseil se succédèrent plusieurs fois : Nikolaos Plastiras, Sophoklis Venizélos, Ioannis Theotokis, Dimitrios Kiousopoulos et Konstantinos Karamanlis. « Le pouvoir politique se retrouva dans l'intervalle hors de portée du gouvernement et du Parlement, auprès du roi et de ses conseillers, dans l'armée et les services secrets eux-mêmes contrôlés par la CIA, leurs liens secrets avec la police ainsi qu'avec les milices paramilitaires contrôlant tout le pays.²⁶ » Konstantinos Karamanlis — avec l'ERE (Union Nationale Radicale) fondée par lui — exerça de 1955 à 1963, la fonction de président du conseil. Sur la base de différends avec le roi, il fut contraint à la démission. Aux élections de novembre 1963, ce fut l'EK (union du centre), plutôt de gauche, qui obtint la majorité absolue et George Papandhréou devint président du conseil en 1964. Le roi Constantin II contraignit celui-ci à la démission en juillet 1965 et appela un gouvernement de son choix, sans égard aux rapports de majorité déjà en place au sein du Parlement et du gouvernement²⁷. Celui-ci n'obtint pas, une fois encore l'agrément du Parlement.

La Grèce se retrouva de nouveau profondément divisée et aucun parti ne pouvait plus s'imposer. Avec l'aide de la subornation, les royalistes parvinrent à obtenir finalement la majorité d'une voix seulement, qui permit de confirmer le gouvernement proposé par eux. Pour la cas où avec des « moyens démocratiques », on ne parviendrait pas à empêcher le retour de Papandhréou au pouvoir, les généraux fidèles au roi — la soi-disant « grande junte » — en collaboration avec les USA avaient élaboré un plan d'instauration d'une dictature militaire. Alors que le chaos politique culminait en 1967, les « Colonels » de la « petite junte », comme on les appelait, se virent contraints à « agir en tant que sauveurs de la nations »²⁸. Sous la direction de Papandhréou, les « Colonels » organisèrent un putsch, surprenant pour tous les côtés, dans la nuit du 21 avril 1967. Le rôle de la CIA dans ce putsch reste contesté jusqu'à aujourd'hui. Alors que l'historien Heinz Richter est d'avis « que la diplomatie américaine et les services secrets américains savaient certes exactement à quoi s'en tenir dans les plans du roi et de la « grande junte », les préparations concrètes de la petite junte leur avaient nonobstant

²⁶ Leo, A. Müller : *Gladio: l'héritage de la Guerre froide, l'alliance secrète de l'OTAN et son précurseur allemand*, Reinbeck près de Hambourg 1991, p.55.

²⁷ Voir Hermann Graml : *Grèce et espace méditerranéen oriental*, dans : *Histoire du monde*, volume 35 : *L'Europe après la seconde Guerre mondiale*, Augsburg 1998, p.206.

²⁸ Heinz A. Richter : *Grèce 1950-1974. Entre démocratie et dictature*. Mayence/Ruhpolding 2013, p.309.

échappé²⁹ », le journaliste Leo Müller, explique que lors de la préparation de l'exécution du putsch des USA, le service secret grec ainsi que les radicaux de droite, anti-communistes de la *Hellenic Raising Force* (force hellène d'intervention) y participaient³⁰. Cette organisation avait été mise en place dès 1944 par les Britanniques pour briser l'ELAS³¹ [armée grecque populaire de libération, *ndt*]. Sous la junte militaire, on en vint aux internements de masse, de nombreux opposants de gauche furent incarcérés, torturés, assassinés ou poussés à l'exil, parmi lesquels de nouveau Mikis Théodorakis. Par l'échec, en 1974, de la réunion (enosis) aspirée en 1974 de la Grèce d'avec la République de Chypre [Suite à l'attentat perpétré contre l'archevêque Makarios à Chypre le 15 juillet 1974, par les officiers grecs de la garde nationale chypriote, *ndt*], qui amena l'invasion de Chypre par l'armée turque — et avec cela à une scission nord-sud de Chypre qui s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui — on en arriva à une ultime rupture de la dictature militaire. Un groupe dissident de la direction militaire s'en alla rechercher Karamanlis de son exil français, pour dissoudre la dictature et prévoir un retour à la démocratie. Le 24 juillet 1974, celui-ci prêta serment en tant que premier ministre³².

Combat pour la liberté :

Les Grecs ont du combattre à plusieurs reprises pour leur liberté depuis la création de leur État : contre les Ottomans, contre l'Allemagne d'Hitler, contre les occupants britanniques qui, avec l'aide des puissances étrangères, activèrent la dictature des « Colonels ». Un peuple dans l'hymne national duquel la devise « la liberté ou la mort » joue un rôle important, fut donc pourtant sans cesse déterminé depuis l'étranger et dut lutter sans cesse pour sa souveraineté.

Sur cet arrière-plan historique, nous pouvons peut-être mieux comprendre quels sentiments l'action des trois institutions UE, FMI et BCE (troïka) devait nécessairement déclencher chez les Grecs. La troïka dispose d'un pouvoir pratiquement illimité, intervient en profondeur dans le pays et fait même passer des lois au Parlement, sans aucun contrôle d'aucune sorte. On savait d'avance qu'au moyen des programmes d'économie ordonnés, on aurait eu ensuite une profonde récession, des troubles sociaux et une grande détresse. Dans le but de stabilisation des marchés financiers, fut donc sacrifiée la souveraineté du pays. Les salaires furent baissés de 38 % environ, le revenu minimum réduit de 751€ à 586 € (ce qui correspond à un prix de l'heure de 3,44 € !), les rentes réduites de 30 %, les conventions tarifaires simplement supprimées et 40 % des établissements hospitaliers furent fermés. Des 5 000 médecins en 2010, il n'en reste encore plus que 2 000 dans le pays. Le chômage des Jeunes atteint 60 %, le taux de chômage général est de 30% environ. Par an, 4 500 suicides sont à déplorer. À présent c'est « l'argenterie » de l'État grec que la privatisation est sensée brader.

Eu égard à cette situation et son amère préhistoire il n'est aucunement étonnant que les « vainqueurs vaincus » au référendum de juillet 2015 ont voté de manière culturelle presque, par le sacro-saint « *Ochi* » et ont fêté ce moment en tant qu'une victoire nationale.

Die Drei, 10/2015.

(Traduction Daniel Kmiecik)

Andreas Meyer est né en 1963 ; étudia la théologie, la psychologie, le néo-hellénisme, le byzantinisme et la littérature. Il vit à Berlin, travaille comme thérapeute de pratique autonome, en tant que conseiller pédagogique et psychologique ainsi que chargé de cours et est l'auteur de nombreux ouvrages

Les notes du traducteurs entre crochets relèvent de la seule responsabilité de celui-ci. Pour la plupart puisées dans la rubrique que *Encyclopaedia universalis* consacre à l'histoire de la Grèce moderne, elles n'ont pour but que de rappeler aux seuls lecteurs français certains événements bien oubliés à notre époque. *ndt*

²⁹ *Ebenda*, pp.306 et suiv.

³⁰ Voir Müller à l'endroit cité précédemment.

³¹ Voir Danièle Ganser : *Armées secrètes de l'OTAN en Europe : mise en scène de ma terreur et menée de guerre secrète*, Zurich 2008, p.335.

³² Combien le danger était encore présent à cette époque, c'est ce que montre le fait concret qu'après son retour il demeura une semaine dura à bord d'un yacht, gardé par un contre-torpilleur. Voir Clogg, à l'endroit cité précédemment, p.207.